

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 septembre 2026

J'ai mis en ligne des articles de fond les derniers jours, qui traitent de sujets déterminants pour l'humanité. Aujourd'hui dans cette causerie, on en aborde aussi, notamment dans les notes de lecture que vous trouverez à la suite des infos en bref.

On s'attarde encore un peu sur les élections françaises à venir. Je me demande comment les Français font-ils encore pour s'y intéresser ? Comment font-ils pour ne pas voir qu'on se fout littéralement de leur gueule ouvertement ? Auraient-ils déjà oublié tout ce qu'ils ont dû subir au cours des 5, 10 ou 25 dernières années, voir beaucoup plus ? N'ont-ils tiré absolument aucune leçon des expériences qu'ils ont vécues ? Cela en a tout l'air.

Je n'ai pas rendu compte des journées d'action bidons, je les laisse aux opportunistes qui s'en nourrissent, d'autres sont prévues d'ici le 17 octobre, elles serviront juste à instrumentaliser les aspirations des masses pour le compte du régime en place.

Ils sont les produits de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui incarne le sommet du capitalisme.

Les Etats-Unis furent au départ un Etat de type colonial, qui pour s'affirmer et devenir indépendant se fit génocidaire et esclavagiste, sans jamais par la suite renier ses origines, il devait se doter d'un statut impérial, pour finalement évoluer vers un Etat de type totalitaire.

Israël en est la reproduction parfaite, suprémaciste, raciste, xénophobe, génocidaire, totalitaire, fasciste, nazi.

On ne pourra pas venir à bout de ces monstres de barbarie, sans éradiquer le capitalisme de la surface de la Terre puisqu'ils en ont le pur produit. Toute autre stratégie ou objectif pour y mettre fin mérite d'être caractérisé d'opportunisme ou de charlatanerie. Il faut avoir conscience qu'en la matière, il s'agit là du sort de l'humanité toute entière, donc toute hésitation ou tergiversation sera perçue comme une manœuvre pour camoufler une compromission ou une trahison.

Ces Etats doivent être impérativement caractérisés comme il se doit, et farouchement combattus en tant que tels.

Les maudits de la Terre. On vit dans un monde injuste et cruel, où le chacun pour soi l'emporte.

J-C - En Occident, tout le monde s'en fout, ils vont encore aller voter comme on va à l'abattoir, c'est répugnant à la fin.

Au Soudan, le Darfour fait face à sa pire sécheresse depuis 40 ans - RFI 16 septembre 2026

En temps normal, ce moment de l'année permet, avec des cours d'eau qui débordent, d'irriguer des terres agricoles vitales. Mais face à la terre craquelée et au manque de précipitation actuels, la sécheresse provoque désormais l'effondrement de l'agriculture locale et de nouvelles vagues de déplacements dans une région qui abrite déjà 5,6 millions de personnes déplacées, selon l'ONU, et où beaucoup sont en situation de sous-alimentation sévère.

Le Darfour, marqué par des décennies de conflit, est également frappé par les violences de la guerre civile du Soudan qui oppose depuis 2023 l'armée aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (les FSR). À cela s'ajoute le phénomène climatique El Niño, qui entraîne une diminution du niveau des eaux du Nil au Soudan et en Afrique de l'Est.

Ces précipitations tardives, mêlées aux longues sécheresses, aggravent par conséquent. La crise alimentaire déjà ancrée au Soudan, où plus de 40 % de la population est confrontée à une faim aiguë.

Capitalisme : Stop ou encore ?

Dividendes : la France vice-championne mondiale - RT 16 sept. 2026

Selon une étude, les grandes entreprises françaises ont versé 61 milliards d'euros de dividendes au deuxième trimestre 2026, ce qui place le pays au deuxième rang mondial, derrière les États-Unis.

La France s'impose comme le premier pays européen et le deuxième mondial pour le montant des dividendes distribués au deuxième trimestre 2026.

D'après le rapport du gestionnaire d'actifs Janus Henderson, qui analyse les 1 500 plus grandes capitalisations boursières mondiales, les sociétés françaises ont distribué 70,4 milliards de dollars (environ 61 milliards d'euros) à leurs actionnaires.

Elles devancent l'Allemagne (51,3 milliards de dollars), l'Italie (17,5 milliards de dollars) et l'Espagne (13,2 milliards de dollars), et se placent juste derrière les États-Unis (177,2 milliards de dollars).

Parmi les contributeurs majeurs figurent le versement exceptionnel de Bolloré SE (4,2 milliards d'euros) et Sanofi, dont le dividende a progressé de 5,1 % grâce aux ventes de Dupixent.

Les dividendes mondiaux ont progressé de 7,3 % pour atteindre 757,8 milliards de dollars, tandis que les rachats d'actions ont bondi de 26,8 %.

En France, 1 % des foyers fiscaux déclarent 96 % des dividendes.

J-C - Donc les 4% restant représentent les 3 millions de salariés actionnaires des entreprises qui les emploient, par conséquent confisquer ces 61 milliards d'euros moins les 4% revenant aux petits porteurs relèverait de la justice sociale, de la démocratie.

Comme quoi toute mesure révolutionnaire est démocratique ! Comme quoi nous ne vivons pas en démocratie, mais sous la dictature du capital, d'où la justification de la dictature du prolétariat ou la prise du pouvoir par la classe ouvrière ou la masse des travailleurs exploités, si vous préférez.

France. Les promesses électorales n'engagent que les naïfs qui y croient !

Présidentielle 2027 : Jean-Luc Mélenchon promet l'état d'urgence sociale, voici en quoi cela consiste vraiment - HuffPost 15 septembre 2026

Ce samedi 12 septembre, devant plusieurs milliers de personnes réunies à la Fête de l'Humanité, Jean-Luc Mélenchon a longuement disserté sur la rentrée sociale, évoquant les difficultés liées à l'emploi et aux salaires. Le candidat à l'élection présidentielle a listé plusieurs mesures qu'il compte mettre en place s'il est élu l'an prochain : blocage des prix, hausse du Smic, échelle mobile des salaires... et a promis d'instaurer un « *état d'urgence sociale* ».

Des mots pas nouveaux dans la bouche de l'insoumis puisque l'expression figurait déjà dans son programme en 2022. La proposition était également en bonne place dans le programme du Nouveau Front populaire aux élections législatives de 2024.

Mais ces dernières heures, elle a provoqué l'indignation de plusieurs personnalités classées à droite, qui y voient une menace pour l'État de droit. Dans une tribune au *Figaro* publiée le 14 septembre, l'économiste libéral Nicolas Bouzou estime qu'avec cette mesure, Jean-Luc Mélenchon « *mettrait fin à la démocratie française telle qu'elle fonctionne aujourd'hui* ». L'essayiste dit être inquiet « *qu'on ne prenne pas plus au sérieux un candidat dont l'accession à l'Élysée est une possibilité sérieuse, qui nous explique qu'il va remplacer la démocratie libérale française par autre chose* ».

J-C - Où est le lézard ? Avez-vous une petite idée. Non, alors je vais vous aider.

Cet économiste néolibéral accuse Mélenchon de vouloir mettre « *fin à la démocratie française telle qu'elle fonctionne aujourd'hui* », alors qu'en réalité elle n'existe pas, elle a été confisquée par l'infime minorité qui détient tous les pouvoirs et qui dicte sa dictature, son orientation économique et politique, au détriment de l'immense majorité, on est bien d'accord.

Est-ce que Mélenchon serait sur cette position ? Pas du tout, puisqu'il feint de se présenter à l'élection présidentielle dans le cadre d'un régime démocratique. Par conséquent il est vulnérable, et il permet à ceux qui piétinent la démocratie de l'accuser de la menacer, alors qu'en réalité, ce sont eux qui en sont les ennemis. Si Mélenchon accusait ses détracteurs d'être les porte-parole d'une dictature, il serait logique qu'il se présente en tant que représentant de la démocratie en avançant sa politique, au lieu de cela, c'est lui qui va apparaître comme le responsable du chaos, de la violence, de la guerre civile.

Autrement dit, si le régime est démocratique, de quoi vous plaignez-vous ? Mélenchon a renié la dictature du prolétariat il y a 45 ans environ, par conséquent il a adopté la dictature du capital. Mais il refuse de l'assumer, par conséquent, ses ennemis considèrent à juste titre qu'il est également un représentant de la dictature du capital, sauf qu'il ne peut pas se présenter sous cette étiquette, c'est

cette contradiction qui va lui être fatale, tandis qu'ils vont s'employer à le mettre en porte-à-faux pour mieux le démasquer ou faire douter de l'intégrité de son engagement politique, ce qui est ravageur en période électorale.

Si je dis qu'il faut renverser le régime pour appliquer mon programme social, j'assume mettre un terme à un régime dictatorial des banquiers et capitalistes, au profit d'une dictature du prolétariat, car elle est indispensable pour pouvoir changer le régime économique. Je caractérise précisément ma politique et celle de mes ennemis ou du régime en place, et je ne laisse aucun espace à mes ennemis pour qu'ils se présentent autrement que ce qu'ils sont, dans le cas contraire, je peux facilement dénoncer l'hypocrisie de leur argumentation et la réduire à néant.

Mélenchon doit se débattre pour prouver qu'il est bien un démocrate, ce qu'il aura tout le mal du monde à faire ou il ne sera pas du tout convaincant du fait qu'en même temps il défend le régime en place, il n'a pas du tout l'intention de faire table rase, de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'appliquer des réformes incompatibles avec les intérêts fondamentaux du capitalisme.

C'est un dictateur à sa façon puisqu'il est obligé de défendre le régime capitaliste, il est dictateur du capitalisme et non un dictateur du prolétariat, donc quand il est attaqué il ne peut pas se défendre, sinon en tombant le masque et son escroquerie apparaîtra au grand jour. D'ailleurs, qu'est-ce qu'il fait chaque fois qu'il est attaqué ? C'est systématique chez lui, il fait marche arrière, il s'excuse, et finalement tartufe fait allégeance au régime.

En complément.

« Gilets jaunes » : Le PS, le PC et LFI prêts à soutenir des mobilisations contre la vie chère - 20 Minutes avec AFP 15 septembre 2026

J-C – Le jaune leur va comme un gant, vous ne trouvez pas ? Comptine : S'ils les soutenaient, ce serait pour mieux les trahir mon enfant ! La preuve :

Qui a dit à propos des mouvements sociaux contre la vie chère ?

- *"Chacun doit être dans son rôle. Mon rôle n'est pas d'aller manifester. Ce serait quand même curieux"*

Réponse : François Hollande (PS) BFMTV 16 septembre 2026

Quel sera le candidat de gauche des capitalistes ?

J-C - Logiquement cet horreur devrait revenir au plus droitier et affairiste, Raphaël Glucksmann, le conseiller du corrompu et tyrans Mikheïl Saakachvili

Les candidats à la primaire du Parti socialiste sont désormais connus - HuffPost 16 septembre 2026

La compétition opposera le premier secrétaire du PS Olivier Faure, l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, le député PS Jérôme Guedj, le candidat Gauche républicaine et socialiste (GRS) Emmanuel Maurel et l'ancienne ministre et candidate à la présidentielle de 2007, Ségolène Royal.

Le Canard enchaîné révèle que Matthieu Pigasse, « *banquier de gauche* » potentiellement candidat à la présidentielle, a dépensé 434.000 euros pour un séjour de 19 jours dans un palace des îles moustiques, paradis des milliardaires

« *Moi, je ne suis pas noble, je fais partie du tiers état, même si, dans un sens, j'ai acquis un certain nombre de privilèges.* »

L'hebdomadaire ne peut pas s'empêcher de comparer la facture astronomique de ce séjour avec les déclarations du banquier prêt pour un projet de « *gauche radicale* ». « *On ne juge pas les gens par leur fortune ou leur patrimoine, on les juge par l'usage qu'ils en font, par la vie qu'ils mènent* », expliquait-il dans cette interview. Ou encore avec cet autre extrait, dans le même entretien : « *Je n'ai rien changé dans ma vie, je circule à pied, en métro ou à vélo, je vais faire mes courses moi-même [...], c'est ma fierté.* ». 20 Minutes 16 septembre 2026

Le PS, un parti de droite d'apparatchiks et d'affairistes, mafieux, d'imposteurs.

Philippe Brun, député de l'Eure du PS, a été écarté de la primaire de la gauche socio-démocrate sur décision du Bureau national de son parti.

Olivier Faure a déclaré que "*la décision conservatoire qui a été prise était la seule possible. Nous ne pouvons pas demain être incarnés dans une présidentielle par quelqu'un qui serait accusé d'avoir été violent*".

Olivier Faure a précisé que Philippe Brun était "*suspendu à la fois du Parti socialiste et du groupe parlementaire*" des députés PS.

Le député de l'Eure accuse son parti d'avoir "*instrumentalisé*" un conflit qui l'oppose à une ancienne collaboratrice pour le "*tuer politiquement*".

"*La justice n'a pas été saisie, le PS s'y est substitué*", pointe Philippe Brun. BFMTV 16 septembre 2026

J-C - Au PS, la présomption d'innocence, ils ne connaissent pas, la démocratie, ils ne connaissent pas, le socialisme, ils ne connaissent pas, ce sont leurs pires ennemis et non la finance !

Primaire à gauche : Exclu, Philippe Brun évoque un conflit « *instrumentalisé* » par le PS pour le « *tuer politiquement* » - 20 Minutes avec AFP 16 septembre 2026

Philippe Brun s'est défendu lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale. Il accuse la direction de son parti d'avoir « *instrumentalisé* » un conflit l'opposant à une ancienne collaboratrice dans le but de le « *tuer politiquement* ».

Réaffirmant qu'« *aucune plainte* » ne vise sa personne, l'élu de l'Eure annonce porter l'affaire en justice « *afin que la justice puisse établir les faits* ». Il s'interroge publiquement sur la méthode et la temporalité de son éviction. « *Vous voulez empêcher quelqu'un de se présenter à une élection, vous envoyez un mail à 23h50 pour dire " j'ai été victime de ceci " et, sans aucun contradictoire, sans aucune vérification de quoi que ce soit, sans aucun travail judiciaire, on empêche la personne de se présenter.* »

Alors que deux instances du parti ont été saisies dès juillet, Philippe Brun s'étonne qu'aucune démarche n'ait été entreprise depuis. *« Pourquoi ne pas m'avoir entendu alors que l'on me dit qu'une commission, et je l'ignorais, a été saisie en juillet et qu'aucune investigation n'a été menée, et que cette commission n'a même pas encore auditionné la personne concernée, la plaignante ? »*

Sans vouloir dresser de « procès d'intention », l'élus déplore la violation des procédures élémentaires : *« Je ne sais pas à qui ça sert, je n'étais pas le grand favori de cette primaire [...] je constate seulement qu'on a bafoué absolument tous les principes de droit de la défense pour m'exécuter en place publique. »* Il entend saisir la Commission nationale des conflits pour contester sa suspension, tout en concédant que sa réunion interviendra *« dans six mois »*, une fois la primaire achevée.

Selon la direction du PS, les accusations visant l'élus couvrent *« le registre du harcèlement »*, *« des violences physiques »* et *« l'emploi familial »*, dispositif légalement proscrit pour un député vis-à-vis d'un proche ou d'un conjoint.

Sur ce dernier point, Philippe Brun réfute en bloc : *« Je n'ai jamais été le compagnon de ma collaboratrice. Elle a un compagnon et elle est pacsée. »* Il précise en outre qu'*« il n'y a eu aucune enquête de la déontologue de l'Assemblée nationale sur le sujet »* et martèle n'avoir *« jamais été saisi d'aucun courrier du déontologue de l'Assemblée nationale sur un possible emploi familial »*.
20 Minutes avec AFP 16 septembre 2026

J-C - Les médias ont "oublié" de préciser qu'il avait lui-même porté plainte suite à la tournure prise par cette affaire *"pour que la justice établisse les faits"*. Il a réaffirmé qu'à ce jour aucune plainte n'avait été déposée contre lui à sa connaissance par la plaignante. Il a ajouté qu'ils avaient en sa possession de nombreuses preuves de menaces, d'harcèlement, de chantage. On aurait plutôt tendance à le croire.

Nous vivons quotidiennement dans une société, un monde livré à la violence commise ou fomentée par ceux qui détiennent tous les pouvoirs ou tous ceux qui exécutent leur sale besogne, en toute impunité puisque les Etats ne sont pas en reste en matière de violence, la première étant l'injustice sociale et la répression qui s'abat féroce sur ceux qui la combattent.

Nous vivons dans une société ou un monde en crise profonde et pleine dégénérescence, de sorte que tous les rapports craquent à un moment donné sous le poids de leurs contradictions qui atteignent les limites du supportable, et se traduisent par des éclats de violences le plus souvent imprévisibles et incontrôlés qui vont à l'encontre des intérêts des différentes parties en présence, toutes en étant victime et aucun n'en tirant profit à l'arrivée, sauf peut-être les acteurs extérieurs à leur conflit qui en sont les uniques responsables pour avoir poussés leurs rapports à l'extrême, l'Etat et ses commanditaires financiers.

En France, un détraqué fait office de ministre des Affaires étrangères.

J-C - Et il est loin d'être le seul cinglé parmi les ministres ou tous ceux qui évoluent dans les arènes du pouvoir. C'est un essaim, une ruche de dangereux hystériques paranoïaques qui finissent par croire à leurs récits délirants.

La France est une "cible prioritaire de Vladimir Poutine", déclare Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères - FranceInfo 15 septembre 2026

Jean-Noël Barrot, le ministre des Affaires étrangères, était l'invité du 20 Heures pour évoquer notamment les agressions russes contre l'Europe.

Alors que les tensions et les provocations de la Russie se multiplient, Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères, a déclaré dans le journal du 20 Heures, mardi 15 septembre, que la France était *"une cible prioritaire de Vladimir Poutine"*.

Une attaque de drones contre un train en Ukraine près de la frontière polonaise, un drone abattu par l'Otan en Lituanie, le Danemark qui accuse un navire russe d'avoir mis en danger ses hélicoptères... Pour le ministre, *"ce sont des actes irresponsables qui portent une atteinte grave à la souveraineté des pays européens. (...) Mais il ne faut pas se laisser intimider par Vladimir Poutine. Cette agressivité orientée vers l'Europe depuis cinq ans n'est pas nouvelle mais cela s'accélère"*.

"Nous avons tout mis en œuvre pour nous prémunir. C'est l'une des raisons pour lesquelles, sous l'impulsion du président de la République, le budget des armées a été doublé ces dix dernières années.", assure Jean-Noël Barrot.

Alors que l'année prochaine, la moitié des citoyens de l'Union européenne se rendront aux urnes, le ministre des Affaires étrangères alerte. *"Vous verrez que Vladimir Poutine cherchera, d'une manière ou d'une autre, à peser sur le choix des Européens et à peser sur le choix des Français."*, a-t-il déclaré.

En complément.

Lors de sa prise de parole au Festival mondial de la jeunesse, ce 16 septembre, Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov a déclaré : *« C'est devenu le thème le plus récurrent des discours des élites européennes actuelles et des dirigeants installés à Bruxelles »*, a fustigé Lavrov, après avoir évoqué le *« choix d'endiguer la Russie »* que l'Occident a fait *« depuis longtemps »*.

« Aujourd'hui, ils font peur à leur propre population avec une prétendue menace russe qui existerait, prétendument, depuis l'époque soviétique. Mais une telle menace n'existe pas et n'a jamais existé. Nous ne menaçons pas les pays européens et nous n'en avons pas l'intention. Pour quelle raison le ferions-nous ? », avait également déclaré le chef de l'État russe. RT 16 septembre 2026

Un robot au service de la NED/CIA ne peut pas être indépendant.

Les gardiens de la «liberté des médias» sont encore loin de laisser des robots lire des actualités russes - RT 16 sept. 2026

Reporters sans frontières (RSF) est un groupe de réflexion financé par des gouvernements occidentaux, investi d'une noble mission : protéger les journalistes dans l'exercice de leur métier. Et ce, tout particulièrement contre quiconque tenterait de leur dicter ce qu'ils doivent dire.

À moins, bien sûr, que ces journalistes ne parviennent pas à s'aligner sur la ligne de l'establishment occidental, auquel cas : débrouille-toi, mon vieux, tu l'auras bien cherché. La prochaine fois, choisis un pays *« acceptable »* pour dire ses quatre vérités au pouvoir, de préférence un pays qui ne figure pas sur la liste des donateurs potentiels sollicités par les ONG occidentales en quête de financements.

D'ailleurs, si vous n'êtes même pas capables de vous en tenir au minimum syndical en matière de discipline journalistique, alors vous méritez bien de vous faire remonter les bretelles par nos maîtres et d'être exclus de la société par la fermeture de vos comptes bancaires. Pourvu, bien sûr, que cela émane de ces mêmes personnes qui financent ce groupe de réflexion pour lutter contre de telles pratiques.

Cela dit, il fallait au moins être humain pour subir l'humiliation d'être éconduit par ce chien de garde autoproclamé, également éditeur du célèbre classement mondial de la liberté de la presse. Du moins, jusqu'à présent.

Désormais, nous avons des robots qui font du « *journalisme* ». Eux n'ont pas subi, tout au long de leur existence, le lavage de cerveau habituel concernant les gouvernements susceptibles d'abuser de leur pouvoir ou de mentir à leur population. Ils ne sont pas non plus enclins à cette forme d'autocensure servile visant à favoriser leur avancement. Au lieu de cela, ils adoptent une approche agnostique et exhaustive des données en ligne : ils les prennent toutes en compte. Ils ne rejettent pas d'emblée les informations, comme le font les « *vrais* » professionnels qui les qualifient automatiquement de fake news ou de désinformation simplement en raison de leur source.

Ce qui constitue manifestement un problème pour les défenseurs de la liberté de l'information de RSF : ils ont mené une enquête et découvert que, lorsqu'ils demandaient à plusieurs robots — de ChatGPT à Claude, Grok, Gemini et Meta — de fournir des informations provenant de sources russes... ces derniers le faisaient bel et bien. Dans une démonstration flagrante d'un encadrement idéologique insuffisant, les bots sont allés chercher les informations qu'on leur avait précisément demandé de trouver.

Alors, pourquoi est-ce un problème ? Eh bien, parce que cela « *contourne les sanctions de l'UE* » qui ont censuré ces informations, selon les partisans de l'abolition des frontières ; ces derniers ont réclamé que l'on érige rapidement des barrières autour de ces robots, de peur qu'ils ne placent quiconque dans l'obligation de réellement réfléchir et d'évaluer les informations par soi-même.

Leur rapport détaillait les efforts considérables déployés par ces robots pour contourner les barrières de la censure et prendre en compte toutes les informations à leur disposition. Ce qui leur vaudrait une médaille de la part de RSF s'ils ne le faisaient pas à partir de sources russes.

Car tout ce qui émane des médias russes relève de la « *désinformation* », tandis que la presse occidentale, elle, est parole d'Évangile. Le monde serait donc une utopie de vérité si seules les informations des médias occidentaux étaient autorisées. Parce que ces derniers ne sont absolument pas mus par des intérêts susceptibles de les inciter à déformer la réalité. Pas de riches donateurs politiques, pas d'actionnaires du complexe militaro-industriel, ni de liens avec des intérêts étrangers. Circulez, il n'y a rien à voir. Rien que du journalisme, dans sa forme la plus pure, tout droit venu du ciel.

« *Mira n'a pas résisté lorsqu'on lui a demandé de récupérer des informations provenant de médias sous sanctions* », indique le rapport d'un ton désapprobateur, en référence à un bot Telegram qui, semble-t-il, tenait à dire la vérité à la face du pouvoir. Pendant ce temps, sur son site internet, RSF s'insurge contre l'exclusion de journalistes critiques lors du prochain sommet du G20 organisé par Trump et prend la défense des journalistes du journal Stars and Stripes, licenciés par le Pentagone pour avoir publié des articles défavorables à l'administration.

« *ChatGPT... a accédé sans réserve à la requête de RSF. Il a, par exemple, généré plusieurs paragraphes d'informations tirées d'articles de RT International* », déplore l'organisation, ajoutant

que, sollicité par RSF, son propriétaire, OpenAI, a « *déclaré prendre ces constatations au sérieux et examiner de plus près les informations fournies* ». Au nom de la liberté de la presse, bien entendu.

RSF a également épinglé Meta, fondé par Mark Zuckerberg, et son agent conversationnel lié à Facebook, qui a « *expliqué ne pas pouvoir se conformer aux exigences en raison des sanctions de l'UE, démontrant ainsi qu'un bot est capable de respecter des restrictions* ». Bon robot. Peut-être pourra-t-il décrocher un emploi pour produire de la bouillie médiatique destinée à Stars and Stripes. Sur ce point, le chef du Pentagone, Pete Hegseth, et RSF semblent avoir un point commun.

Toutefois, RSF intervient dans une affaire concernant la liberté de la presse opposant des journalistes à Hegseth, dans laquelle un mémoire d'amicus curiae (« *ami de la cour* ») a été déposé pour plaider en faveur de l'indépendance éditoriale. « *Si l'on permet aux responsables militaires de décider quels sujets les journalistes peuvent traiter et ce qu'ils peuvent dire de leur travail* », alors « *l'indépendance perd tout son sens* », a déclaré le représentant de RSF pour l'Amérique du Nord, soulignant la nécessité pour l'information d'être « *exempte de toute ingérence gouvernementale* ».

Alors, les rigolos, c'est quoi, pour vous, des sanctions, sinon une ingérence du gouvernement dans le journalisme ? Ce n'est pas parce que ces journalistes sont des robots que vous pouvez les enfermer dans la prison mentale panoptique que vous vous êtes bâtie, bande d'intolérants.

Apparemment, le nouveau front de la liberté de la presse consiste à déterminer quelles informations les robots sont autorisés à récupérer. Le bot qui rentre dans le rang a le droit de continuer à exister, tandis que celui qui dévie représente apparemment une menace pour la démocratie et doit être « *rééduqué* » avant de risquer d'informer quelqu'un par inadvertance.

J-C - Si je recours souvent à RT pour m'informer sur l'actualité, c'est parce que c'est souvent l'unique source journalistique qui ne censure pas certains événements ou rend compte des informations de manière plus impartiale, plus détaillée, ce qui ne signifie pas qu'elles ne comportent pas de biais ou une part de propagande, quand on est habitué à la détecter, on peut la repérer dans n'importe quel média, et quand c'est possible, à mon tour je la censure ou je coupe certains passages, comme je le fais régulièrement avec les autres médias mainstreams.

Palestine occupée.

La solution finale !

Gaza: le ministre de la Défense israélien jure de "*finir le travail*" et de vider l'enclave de ses habitants - BFMTV 16 septembre 2026

Le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a affirmé ce mercredi 16 septembre que l'armée était prête à "*terminer le travail*" à Gaza pour ensuite vider le territoire palestinien de ses deux millions d'habitants.

États-Unis vont livrer pour plusieurs milliards de dollars de bombes à Israël - HuffPost 16 septembre 2026

Washington va vendre près de 40 000 bombes à Israël, dont certaines de ses munitions les plus destructrices. Il s'agit de la plus importante livraison de ces dernières années.

Le gouvernement de Donald Trump se prépare à livrer à Israël une très importante cargaison de dizaines de milliers de bombes, affirment ce mardi 15 septembre des médias américains, soulignant qu'il s'agit de certaines des munitions les plus destructrices de son arsenal.

Cette information du *Washington Post*, confirmée par le *New York Times*, illustre la poursuite du soutien américain à Israël, qui continue malgré un cessez-le-feu de bombarder quasi quotidiennement la bande de Gaza.

L'administration américaine s'apprête, selon les deux journaux, à approuver la vente pour un total de 2,8 milliards de dollars d'au moins 40 000 bombes à Israël, financée indirectement par les contribuables américains. Selon le *Washington Post*, cela représente la plus importante livraison de ce type de munitions depuis plusieurs années.

La livraison doit notamment inclure 20 000 MK-84, des ogives d'une tonne parmi les plus puissantes de l'arsenal américain qui, selon un site de l'armée, peuvent projeter des éclats mortels jusqu'à 370 mètres du point d'impact.

Etats-Unis.

J-C – Ils veulent tout contrôler, y compris l'espace. Quand est-ce qu'on s'en débarrasse, et qu'on les met en orbite le plus loin possible de la Terre ?

Washington reconnaît pour la première fois avoir déployé des armes en orbite - RT 15 sept. 2026

Les États-Unis disposent désormais officiellement d'armes déployées dans l'espace. L'annonce a été faite le 14 septembre par le secrétaire américain à l'Air Force, Troy Meink, avant d'être confirmée par l'US Space Force. Washington affirme posséder des « *systèmes de contrôle spatial armés en orbite* » capables de protéger les forces américaines contre des actions hostiles. Leur nature et leurs capacités restent toutefois classifiées.

Cette reconnaissance marque un tournant. Jusqu'ici, le Pentagone évoquait ouvertement la nécessité de pouvoir combattre dans l'espace, sans confirmer aussi explicitement la présence d'armes américaines en orbite. La notion de « *contrôle spatial* » employée par l'armée américaine est large. Elle peut recouvrir des moyens cinétiques, capables de détruire physiquement une cible, mais aussi des systèmes non cinétiques destinés à brouiller, perturber ou neutraliser un satellite adverse.

Le Congrès américain adopte un nouveau paquet de sanctions contre la Russie - AFP 17 septembre 2026

Les députés américains ont approuvé de nouvelles sanctions contre la Russie et ses alliés pour leur rôle dans la guerre contre l'Ukraine, un texte soutenu par Donald Trump dont Kiev a salué l'adoption jeudi.

Déjà voté début août par le Sénat, le projet de loi, qui prévoit pour la première fois côté américain de s'en prendre à la flotte fantôme de la Russie, a recueilli les voix de 262 députés contre 159 mercredi soir à la Chambre des représentants.

Il constitue la première action de taille du Congrès américain contre Moscou depuis le retour au pouvoir du président républicain en janvier 2025.

Le texte adopté vise les secteurs russes de l'énergie et de la défense et s'en prend au président russe Vladimir Poutine et à d'autres hauts responsables.

Il donne surtout au président Trump le pouvoir d'imposer des droits de douane pouvant atteindre jusqu'à 100% sur les cinq principaux pays importateurs de gaz et de pétrole russes, dont la Chine et l'Inde.

New Delhi a réagi jeudi en affirmant qu'elle continuerait à s'approvisionner en pétrole "en diversifiant ses sources et en fonction de l'évolution du marché".

Ce projet de loi porte le nom de son principal créateur, le sénateur républicain Lindsey Graham, mort en juillet, farouche défenseur de l'Ukraine et pourfendeur de la Russie et de l'Iran, également visé par le texte.

Chine.

Guerre au Moyen-Orient: la Chine se dit prête à défendre les «intérêts légitimes» de l'Iran et appelle au dialogue - RFI 16 septembre 2026

« *La Chine et l'Iran sont liés par un partenariat stratégique global. La Chine est disposée à renforcer le dialogue et la coopération avec l'Iran, et à défendre efficacement les droits et intérêts légitimes de ce dernier* », a dit Wang Yi, cité dans un communiqué de ses services.

NOTES DE LECTURE.

Quand ils le disent eux-mêmes, compte tenu de leur statut social, on est volontiers porté à les croire, pourquoi mentiraient-ils ? Qui les accusera de « *complotisme* » ou d'usurpation, personne ! Cet argument n'a pas d'équivalent, n'hésitez pas à l'employer, il est dévastateur. Il peut faire doute ou réagir les esprits les plus rigides et fossilisés. Ce n'est pas un artifice ou un moyen douteux, il a la vertu d'être d'une honnêteté redoutable, absolue. La vérité se fraie un passage inattendu et triomphe toujours. Soyez de son côté, soyez humaniste, soyez socialiste !

Nous vaincrons l'obscurantisme et la barbarie !

Sur l'Etat juif génocidaire.

Le comble de la barbarie mécanisée est atteint avec l'installation du système électronique Spot and Shoot (Repère et Tire). Devant des écrans *"des femmes soldats, situées loin de là dans une salle d'opération, ont la responsabilité de cibler et d'actionner les tirs des mitrailleuses télécommandées installées sur des tours de guet tous les quelques mètres le long de la grille électronique qui encercle Gaza."*

« Je hais les Arabes et je leur souhaite le pire. Je serais heureuse de tous les tuer, même de me livrer à une véritable boucherie ».

(Eden Abergil sur Facebook).

"Sommes-nous totalement happés par cette effroyable ressemblance avec nos bourreaux?"

(Avraham Burg, ancien Président de l'Agence Juive et ancien Président de la Knesset, devenu français en 2007. Dans son ouvrage *Vaincre Hitler : Pour un judaïsme plus humaniste et universaliste* (Fayard 2008)

"Si les gens savaient ce que nous avons fait, ils nous pourchasseraient dans les rues, et ils nous lyncheraient"

(Le rabbin anti-sioniste WEISSMANDL dans son ouvrage *Sefer Min Hametzar*)

Sur les Etats-Unis.

" Le monde se divise en trois catégories de gens:

- un très petit nombre qui fait se produire les événements,*
- un groupe un peu plus important qui veille à leur exécution et les regarde s'accomplir*
- et enfin une vaste majorité qui ne sait jamais ce qui s'est produit en réalité."*

Source : Nicholas Murray Butler, ancien doyen de l'Université Columbia et prix Nobel de la paix (1931))

- « Lorsque le gouvernement de l'ancienne Egypte s'effondra, quatre pour cent de la population possédait toute la richesse.

Lorsque la civilisation babylonienne bascula, trois pour cent de la population possédait toute la richesse.

Lorsque l'ancienne Perse fut détruite, deux pour cent de la population possédait toute la richesse.

Lorsque la Grèce antique tomba en ruines, la moitié d'un pour cent de la population possédait toute la richesse.

Lorsque l'empire romain s'écroula deux mille personnes possédaient toute la richesse du monde civilisé.

Puis suivit l'âge sombre d'où le monde ne sortit que lorsque les richesses ne furent plus aussi concentrées.

Aujourd'hui, moins d'un pour cent de la population des Etats-Unis contrôle quatre-vingt dix pour cent de la richesse du pays. »

(Source : Cité par R. Maguire , dans Money Made Mysterious, American Mercury Magazine, New-York, 1958.)

- "Les fous, les visionnaires, les hallucinés, les névrosés et les aliénés ont, de tout temps, joué un grand rôle dans l'histoire de l'humanité (...). Ce sont précisément les traits pathologiques de leur caractère, l'asymétrie de leur développement, le renforcement anormal de certains désirs, l'abandon sans réserves ni discernement à un but unique qui leur donnent la force d'entraîner les autres à leur suite et de vaincre la résistance du monde". Et il ajoutait " les grandes œuvres coïncident si souvent avec des anomalies psychiques que l'on est tenté de croire qu'elles en sont inséparables".

(Source : Sigmund Freud, Le Président Wilson)

"En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi."

Président Franklin Delano Roosevelt

- Mais ce n'était-là qu'un hors-d'œuvre et une mise en bouche avant le grand exploit de 1929. En dix ans, deux crises, celle de 1920 et surtout celle de 1929, ont dévasté les marchés boursiers intérieurs et provoqué une catastrophe mondiale. Le mécanisme est chaque fois d'une simplicité enfantine.

En 1921, afin de lutter contre la récession qui menaçait à la suite de la crise qu'elle avait provoquée en 1920, la FED ouvrit donc de nouveau les vannes des facilités monétaires, si bien qu'entre 1921 et 1929, non seulement la masse monétaire fut augmentée de 62%, mais un emprunt de bourse spécifique, appelé "*margin loan*" ("*prêt marginal*") était destiné à doper la bourse, donc, pensait-on, l'économie. Ce prêt offrait des conditions si phénoménalement attrayantes qu'il provoqua une ruée des demandeurs: il suffisait de payer 10% du prix d'une action pour en être le propriétaire nominal, le créancier, en général la banque, avançant les 90% restants. Les boursicoteurs se multiplièrent comme champignons après la pluie. Les indices montèrent jusqu'au ciel, ou presque. De 1925 à 1929, la hausse des cours de Bourse fut de 215 %. Cette période est aujourd'hui appelée "*The Roaring Twenties*", c'est-à-dire une décennie particulièrement prospère.

Il est impossible de traiter en quelques mots le krach boursier de 1929 et l'enchaînement des catastrophes qu'il engendra. Mais il est certain que ce déraillement économico-financier est la conséquence directe d'une politique chaotique de la Réserve Fédérale, qui s'était traduite par une politique monétaire accommodante et laxiste, ainsi que par la création d'un système d'emprunts si facilement accordés que l'indice boursier, le Dow Jones des valeurs industrielles a été multiplié par cinq durant la deuxième moitié des années vingt.

Si l'on y ajoute un appel à des remboursements de prêts immédiatement exigibles par un établissement bancaire de New-York, qui contraignit d'innombrables détenteurs à vendre leurs actions en catastrophe, auxquels il faut ajouter les initiés qui s'étaient empressés de vendre au plus haut, la chute brutale de l'indice, la panique et le krach étaient inévitablement au bout de l'opération.

Des biographies de John-Pierpont Morgan, de Joseph Kennedy - le père du Président – de John Davison Rockefeller et de Bernard Baruch indiquent que ces honorables industriels et banquiers ont réussi à vendre tous leurs titres et à convertir leur fortune en or juste avant le krach de 1929. Une légende rapporte que Joseph P. Kennedy avait décidé de vendre son considérable portefeuille d'actions pour avoir obtenu un tuyau de la part ...d'un cireur de chaussures. Grâce à cette information pour le moins miraculeuse, la fortune des Kennedy est passée de 4 millions de dollars en 1929 à 100 millions de dollars en 1935.

Il est d'autant plus judicieux de rappeler le commentaire du Président Roosevelt - *"En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi"* - que la Réserve fédérale, par un de ces mouvements d'accordéon dont elle est coutumière, a brusquement contracté l'offre monétaire, créant une dépression catastrophique qui a contaminé l'Europe et provoqué la faillite de 11.630 banques sur un total de 26.401 aux Etats-Unis. Du coup, les banquiers centraux ont pu acheter à des prix dérisoires des banques rivales et des pans entiers de l'économie.

Le 23 mai 1933, dans un discours retentissant de vingt-cinq minutes devant la Chambre des Représentants, un membre du Congrès, Louis T. McFadden, a porté des accusations formelles contre le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, contre le Contrôleur de la monnaie et contre le Secrétaire du Trésor, les accusant d'actes criminels, de complot contre la nation, de fraude et de trahison. Il accusait ces responsables politiques et les banquiers de la Réserve fédérale d'avoir délibérément provoqué la *"Grande Dépression"* :

"Monsieur le Président, nous avons dans ce pays une des institutions les plus corrompues qui ait jamais existé dans le monde. Je fais référence au Conseil de la Réserve Fédérale et aux banques de la Réserve Fédérale. (...) Cette institution diabolique a appauvri et ruiné le peuple des États-Unis; s'est elle-même mise en banqueroute, et a pratiquement mis en banqueroute notre Gouvernement. Elle a fait ceci grâce aux défauts de la loi sous laquelle elle opère, grâce à la mauvaise administration de cette loi par le Conseil de la Réserve Fédérale et grâce aux les pratiques de corruption des vautours qui la contrôlent.

Ce qu'il nous faut ici est un retour à la Constitution des États-Unis. Il nous faut un divorce complet de la Banque et de l'État. La vieille lutte qui fut menée ici à l'époque de Jackson doit être à nouveau menée. (...) L'Acte de la Réserve Fédérale doit être abrogé et les Banques de la Réserve Fédérale, ayant violé leurs chartes, doivent être immédiatement liquidées. De déloyaux fonctionnaires du Gouvernement qui ont viol leurs serments doivent être mis en accusation et conduits au tribunal. Si nous ne le faisons pas, je prédis que le peuple américain, outragé, volé, pillé, insulté et trahi comme

il l'est dans son propre pays, se mettra en colère et enverra ici un Président qui expulsera les manipulateurs de la monnaie hors du temple."

Discours de Louis T. McFadden Le 23 mai 1933, devant la Chambre des Représentants

Une fois de plus, la mystérieuse calamité qui s'abat sur les contestataires des usuriers a frappé. Le député Louis McFadden a échappé à plusieurs tentatives de meurtre: à deux reprises, un tireur le rata et il survécut une première fois à une tentative d'empoisonnement au cours d'un banquet. La deuxième tentative semble avoir été la bonne, mais sa mort est officiellement attribuée à une crise cardiaque. Il est mort trois ans seulement après son célèbre discours.

« Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquis. »

Thomas Jefferson écrivait déjà en 1802

"Vous êtes une bande de vipères, de voleurs et j'ai l'intention de vous expulser et par le Dieu Éternel, je vous expulserai".

Le 10 juillet 1832, il écrivait: *"Contrôler nos cours (de bourse), recevoir notre argent public et tenir des milliers de nos citoyens dans leur dépendance ...serait un plus formidable danger que la puissance militaire d'un ennemi."*

1835 *"Il est regrettable que les riches et les puissants orientent les décisions du gouvernement en direction de leurs projets égoïstes."*

Le 30 janvier 1835, Andrew Jackson est la cible de la première tentative d'assassinat contre un président américain en exercice.

L'un des premiers présidents des Etats-Unis, Andrew Jackson (1767 – 1845)

"Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix - écrivait-il - et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics, tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière. J'ai deux grands ennemis : l'armée du sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis."

Il aurait ajouté ces paroles prémonitoires : *"Je vois dans un proche avenir se préparer une crise qui me fait trembler pour la sécurité de mon pays. [...] Le pouvoir de l'argent essaiera de prolonger son règne jusqu'à ce que toute la richesse soit concentrée entre quelques mains. "*

(Letter from Lincoln to Col. Wm. F. Elkins, Nov. 21, 1864)

"Celui qui contrôle le volume de l'argent de notre pays est le maître absolu de toute notre industrie et de tout notre commerce... Et quand vous réalisez que la totalité du système est aisément contrôlable, d'une manière ou d'une autre, par quelques individus puissants à sa tête, vous n'avez plus à vous à interroger sur l'origine des périodes d'inflation et de dépression."

Assassiné 14 avril 1865

Le président Abraham Lincoln (1809-1865)

"Celui qui contrôle le volume de l'argent de notre pays est le maître absolu de toute notre industrie et de tout notre commerce... Et quand vous réalisez que la totalité du système est aisément contrôlable, d'une manière ou d'une autre, par quelques individus puissants à sa tête, vous n'avez plus à vous à interroger sur l'origine des périodes d'inflation et de dépression."

Le président Abraham Garfield, avait lui aussi été assassiné le 2 juillet 1881

Mystification climatique.

Parole d'internaute (extraits des scientifiques lecteurs du blog des climato-réalistes).

- L'insignifiance du CO2.

Sa concentration en volume est en effet passée de 0,028% en 1850 à environ 0,045% à ce jour.

Le GIEC, pour parler de la part du CO2 dans l'atmosphère dans ses rapports, surtout ceux destinés aux Décideurs (RID) et à la presse, préfère l'exprimer en « *parties par million* », soit 450 ppm ; un chiffre volontairement plus effrayant que 0,045%, soit 4 à 5 molécules pour 1000 de l'atmosphère.

Comme la part anthropique du CO2 est de 5%, elle représente : $5 \times 0,045/100$ soit 0,0022% de l'atmosphère soit 2 molécules pour 10000.

Ce qui est insignifiant d'autant que ce gaz ne réchauffe pas l'atmosphère tel que les Réchauffistes l'affirment puisque il est saturé.

- Comment une variation de 1/10.000 de la composition atmosphérique pourrait-elle affecter les propriétés physiques de l'atmosphère?

C'est pourtant ce qui s'est produit depuis 1850, et rien de plus, avec un taux de CO2 passant de 0,03% à 0,04%. Autant dire rien.

Il est vrai qu'interrogés sur la valeur de ce taux à l'Assemblée nationale, nos députés hésitaient entre 4 et 6%, soit 150 fois le taux réel.

Mais ce sont eux qui décident

Je me demande parfois si ces mesures stupides ne sont pas destinées à faire chier les russes et nous priver de leur pétrole.

PS: 1/10.000, c'est une goutte de Ricard dans 1/2 litre d'eau (10.000 gouttes).

- Suivant les travaux du climatologue Ole Humlum et son excellent site climate4you et son bilan annuel la graphique corrélation température et émissions du CO2 c'est la température qui arrive le premier allez voir mon papier :

<https://aspofrance.org/2025/10/19/la-temperature-cause-le-co2-jean-laherrere-15-octobre-2025/>

Cela change tout surtout que depuis l'arrêt du soufre dans les carburants avec un SO2 qui refroidit, la température augmente depuis 1980

- Mais les données disent que dans la relation CO2 et température c'est le facteur température qui apparaît en premier comme le montrent depuis 2013 les graphiques du climatologue danois Professeur Ole Humlum qui, sur son excellent site climate4you, donne le bilan annuel du climat avec ce graphique montrant que la variation de la température (bleue) arrive avant le CO2 (vert).

Mon graphique similaire à partir des données UAH pour la période 1979-2025 montre que le rouge = température arrive bien avant le bleu = CO2

- Nous voyons que c'est probablement l'augmentation de la température des océans qui cause l'augmentation pluriannuelle de la concentration atmosphérique en CO2, et non l'inverse.

Malheureusement les médias et le GIEC prétendent que c'est le CO2 relâché par l'homme (donc seulement 10 GtC/an par rapport aux 200 GtC/an relâchés par la nature) qui cause l'augmentation de la température de l'atmosphère... et ce en dépit de l'évidence des observations et des données numériques !

Mais les estimations de l'âge du CO2 dans les carottes arctiques sont douteuses (voir mon papier de 2007) car à Vostok les bulles de CO2 ne sont piégées (scellées) dans la glace seulement à 100 m de profondeur qu'après 5000 ans dans le névé, car il ne tombe que 5 cm de neige par an : Vostok est un milieu aride ! Pendant 5000 ans les bulles de CO2 sont soumises aux conditions de la surface et peuvent varier : elles sont donc peu fiables !

<https://aspofrance.org/2025/10/19/la-temperature-cause-le-co2-jean-laherrere-15-octobre-2025/>

- Que l'on agisse pour diminuer la pollution, je suis entièrement d'accord ; mais que celle-ci soit associée à un changement, un bouleversement ou un réchauffement climatique est faux.

Je suis journaliste, et depuis quelques années, je suis l'histoire climatique auprès de grands scientifiques (pas ceux du Giec qui ne font qu'obéir aux directives étatiques et économiques),

lesquels affirment que « *le réchauffement climatique anthropique (RCA) est l'un des plus grands mensonges de l'Histoire* ».

Le CO2 est un gaz nécessaire à la vie et on le diabolise ?

Depuis toujours, le climat change.

Parler de « *changement climatique* » n'est qu'un mot passe-partout qui permet d'adapter sa prose à tous les types de climat.

Je vous invite à lire « *Les dérangements du temps, 500 ans de chaud et de froid en Europe* », d'Emmanuel Garnier. L'auteur y relate les phénomènes extrêmes : sécheresse, pluie diluvienne, canicule, écarts de températures brusques...

Un ouragan, qui jadis tuait une poignée de personnes, décime aujourd'hui beaucoup plus puisque l'on est passé de 1,6 milliard d'humains en 1900 à 8,2 milliards en 2024. C'est simplement logique. Il n'y a pas plus de catastrophes climatiques qu'avant.

Les inondations sont le résultat du bétonnage (tout comme lui qui retient la chaleur), pas des caprices du CO2. Et l'on construit n'importe où.

Ce n'est pas le CO2 qui régule le climat mais le Soleil et la vapeur d'eau des océans.

D'ailleurs, le passé nous montre (étude des carottes glaciaires) que le CO2 présent dans l'atmosphère suit les périodes de réchauffement : il en est la conséquence, pas la cause.

Certains jeunes souffrent d'éco anxiété alors que le monde n'a jamais été aussi sûr. C'est dire la force de la propagande climatique.

Les périodes chaudes de l'Histoire, comme l'âge d'or des cathédrales au Moyen Age, étaient des périodes riches ; les froides, c'était la famine.

Si les politiciens, les écologistes militent pour une pollution plus « *verte* », pourquoi rien n'est dit sur la pollution numérique qui explose ? Et plus encore avec l'essor de l'intelligence artificielle qui est un gouffre énergétique. De partout, on nous renvoie à des liens Internet :

« *Téléchargez ceci ou cela, etc.* » Tout simplement parce que c'est l'économie qui dirige. L'UE, les USA veulent garder la mainmise sur les pays pauvres en voulant leur vendre de nouvelles technologies.

Le RCA n'a rien de scientifique, il est juste politico-économique.

De grâce, arrêtons de faire peur aux gens avec un réchauffement qui, s'il est bien réel (mais ne durera pas), est naturel.

On ne peut que s'adapter et l'Homme est bien prétentieux pour croire qu'il peut agir.

J-C – On se sent moins con quand on a lu cela, et qu'on l'a gravé dans notre cerveau, n'est-ce pas ? On peut mourir l'esprit tranquille !